

D 244 BRESIL: A MUCATU, 174 FAMILLES DE PAYSANS
MENACEES D'EXPULSION

En août dernier, le président de la Confédération nationale des travailleurs de l'Agriculture (CONTAG) saisissait le ministre de l'Agriculture, M. Paulinelli, d'un nouveau conflit entre petits cultivateurs et grands propriétaires terriens.

Sur les 1.200 hectares du domaine "Mucatu", en effet, une bonne moitié est cultivée par 174 familles de petits exploitants sans contrat écrit. Pour les quelques 1.000 habitants du latifundium, le drame a commencé en mai dernier avec le changement de propriétaire. Le nouveau, M. Luiz Pedrosa de Melo, entend transformer ses nouvelles terres en plantation de canne à sucre. En juin, pour intimider les paysans et commencer une campagne d'expulsion, il fait détruire le local leur servant de chapelle, de lieu de réunion et de dispensaire. C'est cela qui motive alors l'intervention de l'archevêque de l'Etat de la Paraíba, Mgr José Maria Pires, dont on lira le rapport ci-dessous.

Par ses implications, l'affaire de Mucatu rappelle celle de Santa Teresinha, en Amazonie (cf DIAL D 176).

Il y a quelques années, dans un autre domaine de ce propriétaire terrien, vingt-six cadavres de paysans avaient été retrouvés en bord de mer. L'avocat des victimes était mort de mort violente par la suite, et l'affaire avait été enterrée.

Dans le cas de Mucatu, les démarches de la Fédération des travailleurs de l'agriculture sont restées vaines jusqu'à ce jour.

(Note DIAL)

LETRE PASTORALE DE L'ARCHEVEQUE DE LA PARAIBA
SUR LES SOUFFRANCES DES PAYSANS

L'évangile que nous prêchons doit être l'annonce d'une libération ou il n'est pas l'évangile.

Nous avons la joie de constater et de témoigner que ce message de libération est en train de se concrétiser en paroles et en actes dans les nombreuses communautés chrétiennes qui se rassemblent chaque semaine.

MUCATU en est un exemple. C'est un domaine situé sur la commune d'Alhandra. Les habitants se réunissent régulièrement depuis plus d'un an. Ils prient, chantent, assistent à la messe et réfléchissent sur leur situation et sur les événements de leur vie.

Le premier local où ils se réunissaient, se trouvait juste en face de la maison de Antônio Amâncio (1). Aussi les gens du peuple ont-ils ressenti le besoin d'avoir un lieu de rencontre plus à l'abri. Avec l'autorisation du propriétaire, ils construisirent alors une chapelle servant aussi de centre social et de dispensaire. Ils ne demandèrent d'aide financière à personne, ni aux politiciens ni aux associations de bienfaisance. Ils préféraient construire leur chapelle en fonction de leurs moyens et avec leurs propres mains. Ils furent tout heureux de voir s'élever leur église qui n'était pas seulement un lieu de prière, mais aussi un lieu de réunion et un dispensaire.

A Mucatu, l'évangile a été vécu dans l'affirmation des valeurs du peuple; il a été message de libération. Mais il y a l'autre face de la médaille: l'évangile doit également être dénonciation de l'oppression. A Mucatu, il se passe des choses quelque peu semblables à celles que nous rapporte l'Histoire Sainte à propos du peuple de Dieu en Egypte. Le livre de l'Exode raconte que le peuple hébreu se portait bien, qu'il travaillait en paix et qu'il prospérait. Mais, par la suite, vint un nouveau roi, ambitieux et inhumain. Il se mit à opprimer le peuple qui habitait sur ses terres.

Mucatu vient d'avoir un nouveau propriétaire. L'ancien laissait le peuple travailler en paix. Les 174 familles qui habitent le latifundium occupent avec leurs cultures quelques 639 hectares. Mais la terre vient d'être vendue à un autre. L'ancien propriétaire est parti le 30 mai sans dire aux habitants qu'il avait vendu la propriété. Quand les paysans l'ont appris, treize d'entre eux se sont adressés à la Fédération des travailleurs de l'agriculture pour demander conseil. C'est ainsi qu'ils ont décidé de procéder à un relevé de la situation des familles habitant Mucatu.

Voici quelques-uns des résultats de l'enquête. Le domaine a une superficie de 1.236 hectares. Il y a des familles qui habitent là depuis plus de cinquante ans. On en compte deux qui ont soixante-cinq ans de présence, et une soixante-dix ans. Les paysans ont beaucoup de cultures et de plantations sur les 639 hectares qu'ils occupent. Ils sont une source de richesse et ravitaillent une bonne partie de la population des villes d'Alhandra, João Pessoa, Goiana et Recife, où ils vendent leurs produits. La récolte de cette année s'élève à 925 tonnes d'ignames, 268 de pommes de terre, 198 de haricots noirs, 1.643 de manioc; 33 mesures de maracujas, 36 de citrons, 436 d'oranges, 441 de mangues, 17 de jacas, 259 de bananes, 817 de cacahuètes et 7.000 de pitombas. Ils ont en tout environ 200 têtes de bétail, 200 chèvres, 2.500 poules et 90 chevaux. Ils élèvent des porcs et des dindons. Ils ont fait de modestes emprunts bancaires dont le total s'élève à près de 180.000 cruzeiros.

Et voilà qu'arrive le nouveau propriétaire. Comme tout le porte à penser, il entend transformer le domaine en une immense plantation de canne à sucre, comme il a fait avec le domaine "Pitanga", dans la commune de Caaporã, d'où les habitants ont été expulsés sans indemnisation légale.

A Mucatu, une campagne d'intimidation a commencé contre les habitants. Premier signe: le 4 juin, sans explication aucune, toutes maisons ont été numérotées à la peinture rouge. Le dimanche 8 juin, par manière de

de représailles contre l'initiative prise par les gens de faire un relevé et d'alerter la Fédération des travailleurs de l'Agriculture, ainsi que l'a déclaré en personne le gérant, la chapelle était détruite. Vingt-trois hommes armés sont arrivés en camion et ont enlevé les tuiles. Puis un tracteur a démoli les murs. Les matériaux ont été chargés dans le camion et emportés.

Aujourd'hui, le dispensaire fonctionne sous un arbre. C'est là que sont examinés les malades, données les ordonnances et faites les piqûres. La messe a été célébrée en plein air à l'endroit où, jusqu'à la semaine dernière, s'élevait la chapelle construite par les gens.

Ces événements lamentables ont été dénoncés à la Fédération des travailleurs de l'agriculture par les soins de dix-neuf paysans qui lui ont remis un rapport signé de leur main, ainsi que les données de l'enquête réalisée.

Un autre degré de la campagne d'intimidation a consisté dans l'interdiction faite au curé de la paroisse de continuer à faire son travail pastoral auprès des habitants. Jeudi dernier, le 12 juin, alors qu'il se rendait en voiture à l'endroit habituel pour célébrer la messe, il a vu la route bloquée par deux véhicules. Comme il connaît bien la région, il a pris un chemin détourné pour continuer. Mais là, il a buté sur un autre obstacle: le gérant du domaine qui lui a fait signe de s'arrêter. Celui-ci a déclaré au curé que le propriétaire lui interdisait de célébrer la messe tant qu'il ne serait pas allé se mettre d'accord avec lui.

Par chance, l'archevêque de João Pessoa se trouvait dans la voiture du curé de la paroisse. En effet, nous nous rendions à plusieurs, prêtres, religieuses et agents de la pastorale, pour participer à la messe en geste de solidarité et de réconfort spirituel en faveur du peuple fidèle et travailleur de Mucatu. L'archevêque prit personnellement la responsabilité de la continuation du voyage et la messe fut célébrée par dix-huit prêtres et suivie par des centaines de fidèles.

Et maintenant? Est-ce que les gens du peuple de Mucatu vont continuer à rester sans chapelle, celle qu'ils avaient construite avec tant d'amour et au prix de tant de sacrifices? Est-ce que le gérant va continuer à empêcher le curé d'être présent aux côtés de ses paroissiens qui habitent sur le domaine? Quel va être le prochain chapitre de cette campagne d'intimidation?

Si la politique agraire du gouvernement est celle de la fixation de l'homme à la terre, les événements de Mucatu ne représentent-ils pas un affront aux autorités? Il ne s'agit pas là d'un fait isolé. Le propriétaire actuel n'est pas différent de bien d'autres dans la région. Les expulsions d'habitants et la privation des droits de ceux qui cultivent la terre et la font produire pour la communauté, ne sont pas des événements qui ne se produisent que dans l'Etat de la Paraíba: on dirait que c'est la méthode adoptée dans tout le Brésil.

Cette semaine-ci, précisément, la Conférence nationale des évêques organise une rencontre à Goiânia destinée aux évêques d'Amazonie dont les diocèses ou prélatures sont le théâtre "de problèmes et de conflits

concernant le droit légitime de propriété et d'utilisation de la terre, ainsi que les migrations internes qui en résultent".

Jusqu'à quand l'expansion du pays, l'industrialisation, l'urbanisation ou l'organisation des grandes entreprises agricoles devront-elles être faites au prix du sacrifice des travailleurs humbles et de leurs familles? Jusqu'à quand resterons-nous impassibles devant les actes arbitraires qui condamnent d'honorables paysans à la misère et à la famine? Notre Eglise entendra-t-elle l'appel que Dieu lui lance, en cette heure historique, pour qu'à l'exemple de Moïse, elle se mette fermement du côté des opprimés?

Ces questions, nous devons tous y réfléchir. Elles doivent inspirer notre prière pour nos frères qui sont victimes de l'injustice. Elles doivent susciter notre volonté de leur venir efficacement en aide. "En ce jour-là, amour et fidélité se rencontrent, justice et paix s'embrassent. La justice marche devant le Seigneur et la paix sur la trace de ses pas." (Psaume 82).

João Pessoa, le 15 juin 1975

José Maria Pires
archevêque

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 140 F - Etranger 150 F
(avion: tarif spécial)

Directeur de la publication: Charles ANTOINE

Imprimerie: DIAL, 170 Bd du Montparnasse, 75014 Paris

Commission paritaire de presse: n° 56249